



PROGRAMME DE DIVERSITÉ LINGUISTIQUE

**PRINCIPES
DIRECTEURS
2012-2013**

TABLE DES MATIÈRES

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	1
2. FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME DE DIVERSITÉ LINGUISTIQUE.....	2
2.1 Introduction.....	2
2.1.1 Définitions relatives au Programme de diversité linguistique : productions internes et productions affiliées.....	2
2.2 Nature de la participation financière.....	2
2.3 Montant de la participation financière.....	3
2.3.1 Participation du FMC.....	3
2.3.1.1 Combinaison de fonds du Programme de diversité linguistique et des Programmes des enveloppes de rendement	3
2.3.2 Dépenses admissibles.....	4
2.3.2.1 Transactions entre parties apparentées	4
2.3.2.TV.1 Doublage et sous-titrage.....	4
2.3.2.TV.2 Dépenses liées à la mise en marché	4
2.3.2.TV.3 Émissions Pilotes et séries	5
2.3.2.MN.1 Dépenses liées aux médias numériques	5
2.4 Évaluation du projet dans le cadre du processus de sélection	5
3. ADMISSIBILITÉ AU FINANCEMENT	7
3.1 Requérants admissibles	7
3.2 Projets admissibles.....	7
3.2.TV La composante télévision	8
3.2.TV.1 Exigences fondamentales.....	8
3.2.TV.1.1 Coproductions internationales en vertu d'accords officiels.....	9
3.2.TV.2 Genres d'émissions	9
3.2.TV.3 Propriété et contrôle canadiens	9
3.2.TV.4 Exigences diverses	10
3.2.TV.5 Exigences et conditions en matière de droits de diffusion admissibles.....	10
3.2.TV.5.1 Exigences seuil en matière de droits de diffusion.....	12
3.2.TV.5.2 Durée des droits de diffusion	12
3.2.TV.5.3 Traitement des droits supplémentaires.....	13
3.2.MN Composantes médias numériques.....	14
3.2.MN.1 Contenu canadien.....	15
3.2.MN.2 Contenu non admissible	15
3.2.MN.3 Propriété et contrôle canadiens	15
3.2.MN.4 Financement minimal du télédiffuseur	15
3.2.MN.5 Exigences diverses	16

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Interprétation, application, avis de non-responsabilité et autres renseignements importants

Les Principes directeurs sont communiqués à titre de renseignement et pour des raisons pratiques aux requérants (tels que définis dans la [section 3.1](#)) qui déposent une demande auprès du Fonds des médias du Canada (FMC). Les Principes directeurs fournissent un aperçu des objectifs du FMC et de son administration ainsi que des renseignements sur les pratiques administratives habituelles du FMC. La conformité à ces Principes directeurs est une condition préalable à toute admissibilité à une aide financière du FMC.

Le FMC administre ses programmes et applique ses Principes directeurs de façon discrétionnaire afin de garantir un financement à des projets qui contribuent à remplir son mandat. L'interprétation du FMC prévaudra pour toute question relative à l'interprétation de ces Principes directeurs.

Tous les requérants et les télédiffuseurs (le cas échéant) doivent se conformer aux Exigences en matière de comptabilisation et de présentation (ECP) du FMC ainsi qu'aux politiques d'affaires applicables, telles que créées et modifiées au besoin. Les politiques d'affaires, incluant les ECP, sont énoncées dans l'annexe B de ces Principes directeurs et peuvent également être consultées dans le site Internet du FMC à www.cmf-fmc.ca. Les renseignements compris dans les annexes A et B font partie intégrante des Principes directeurs.

Les projets qui bénéficient d'une participation financière du FMC au cours d'une année donnée doivent respecter les Principes directeurs et les politiques du FMC en vigueur au cours de cet exercice financier. Sauf indication contraire, les modifications apportées aux Principes directeurs ou aux politiques au cours d'un exercice financier ultérieur ne seront pas appliquées de façon rétroactive. L'exercice financier du FMC commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars.

Veuillez noter que ces Principes directeurs du FMC peuvent être modifiés ou clarifiés au besoin, sans préavis. Pour des renseignements et une documentation à jour sur ces Principes directeurs, veuillez consulter le site Internet du FMC à www.cmf-fmc.ca.

Présentation des documents

Le requérant doit s'assurer que le FMC a reçu tous les documents relatifs à sa demande et veiller à la mise à jour desdits documents après un changement important. Le FMC peut exiger d'autres documents et informations pour évaluer un projet et, une fois cette évaluation effectuée, pour terminer la révision de ses dossiers le cas échéant. Dans le cadre de l'étude et de l'évaluation d'un projet, le FMC se réserve le droit de ne fonder son évaluation que sur les documents écrits et audiovisuels soumis initialement par le requérant.

Non-conformité aux Principes directeurs

Si un requérant ne se conforme pas à ces Principes directeurs, le FMC peut rejeter la demande, révoquer l'admissibilité du projet et exiger le remboursement de toute somme consentie au requérant.

Fausse déclaration

Si, à quelque moment que ce soit, en vertu des Principes directeurs ou à la demande du FMC, un requérant fournit des renseignements qui se révèlent faux ou omet des informations se rapportant à une demande, il encourt des conséquences qui peuvent être graves. Elles peuvent être les suivantes, entre autres :

- le projet actuel du requérant peut devenir non admissible à un financement;
- les productions ultérieures du requérant peuvent être non admissibles à un financement;
- le requérant peut devoir rembourser avec intérêts les sommes déjà consenties à titre d'avance;
- le requérant peut faire l'objet d'une poursuite criminelle en cas de fraude.

Ces mesures peuvent être imposées au requérant ainsi qu'aux sociétés et particuliers qui lui sont apparentés, associés et affiliés (à l'entière discrétion du FMC). Les requérants dont la demande de financement est acceptée doivent signer une entente légale contenant d'autres dispositions sur les fausses déclarations, les cas de défaut et autres sujets connexes.

2. FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME DE DIVERSITÉ LINGUISTIQUE

COMMENT LIRE LES PRÉSENTS PRINCIPES DIRECTEURS

Les projets du volet convergent peuvent comprendre une composante télévision et une ou plusieurs composantes médias numériques. L'admissibilité et les exigences techniques de ces deux composantes peuvent être très différentes. Dans les Principes directeurs qui suivent, les sections portant spécifiquement sur les exigences relatives à la composante télévision sont identifiées par une numérotation comprenant l'abréviation « .TV »; les sections portant spécifiquement sur les exigences relatives à la composante médias numériques sont identifiées par une numérotation comprenant l'abréviation « .MN ». Les sections portant sur les exigences globales relatives aux projets convergents (c'est-à-dire englobant les composantes télévision et, le cas échéant, médias numériques) sont identifiées par une numérotation exempte des symboles « .TV » ou « .MN ».

À moins d'avis contraire, le terme « télédiffuseur » tel qu'il figure dans les présents Principes directeurs englobe à la fois les télédiffuseurs traditionnels à heures fixes et les services de vidéo sur demande (VSD) titulaires d'une licence de diffusion du CRTC à cet effet; le terme « télédiffusion » englobe à la fois les télédiffusions traditionnelles à heures fixes et les contenus offerts par l'intermédiaire d'un service de VSD titulaire d'une licence de diffusion du CRTC.

2.1 INTRODUCTION

Le Programme de diversité linguistique, qui fait partie intégrante du volet convergent du FMC, assure que les Canadiens auront accès à du contenu reflétant la diversité des langues qu'ils parlent.

Les projets admissibles (voir la [section 3.2](#)) du Programme de diversité linguistique doivent être convergents : ils doivent comporter une composante télévision (voir la [section 3.2.TV](#)) et une ou des composantes médias numériques (voir la [section 3.2.MN](#)), une présentation par VSD de la composante télévision, la distribution numérique de la composante télévision, ou encore une combinaison de ces trois éléments. Dans le cadre de ce programme, les projets admissibles sont soumis à un processus de sélection par le FMC, qui repose sur une grille d'évaluation (voir la [section 2.4](#)). Les projets admissibles peuvent bénéficier d'une aide financière jusqu'à concurrence du montant de la contribution maximale consentie par projet (voir la [section 2.3](#)) et d'autres restrictions spécifiées.

Pour bénéficier d'un soutien financier dans le cadre du Programme de diversité linguistique, un projet doit répondre à tous les critères d'admissibilité et toutes les exigences relatives au genre énoncés dans les Principes directeurs du FMC. Pour recevoir du financement du FMC, la composante médias numériques doit faire l'objet d'un financement de la part d'un télédiffuseur canadien (voir la [section 3.2.MN.4](#)). La composante télévision doit obtenir des droits de diffusion admissibles (voir la [section 3.2.TV.5](#)). Les montants de la contribution maximale sont calculés sur la base des dépenses admissibles d'un projet (voir la [section 2.3.2](#)).

Les projets de diversité linguistique doublés en français ou en anglais, peuvent faire une demande d'aide financière dans le cadre du présent programme ou du Programme des enveloppes de rendement, ou encore une demande combinée dans le cadre des enveloppes de rendement et du présent programme.

2.1.1 Définitions relatives au Programme de diversité linguistique : productions internes et productions affiliées

Une société de production affiliée à un télédiffuseur est un requérant, selon les termes de la section 3.1(1) qui est affiliée à un télédiffuseur canadien (le FMC emploie la définition d'« affilié » au sens de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*). Les productions affiliées sont des projets produits par des sociétés de production affiliées à un télédiffuseur dont les droits de diffusion ont été acquis par leur(s) télédiffuseur(s) affilié(s). Les productions internes sont des projets produits et détenus par un télédiffuseur canadien. Il n'y a aucune restriction d'accès au Programme de diversité linguistique concernant les productions affiliées et les productions internes.

2.2 NATURE DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE

Le Programme de diversité linguistique peut offrir une combinaison de suppléments de droits de diffusion et de participation au capital, suivant une formule établie pour la composante télévision, et une contribution non remboursable pour la composante médias numériques.

Les suppléments de droits de diffusion complètent les droits de diffusion en espèces payés au Requérant par le télédiffuseur canadien. À ce titre, ils font partie des droits de diffusion du télédiffuseur pour la composante télévision et ne sont pas récupérables. La participation au capital est un investissement en espèces dans le projet, ce qui signifie que le FMC acquiert un droit de propriété indivis dans toutes les versions du projet. La participation au capital est récupérable et assujettie à une structure de récupération standard non négociable, laquelle est décrite et assujettie à toute exception prévue dans la Politique de récupération normalisée du FMC (voir [l'annexe B](#)).

La première contribution du FMC à la composante télévision prendra la forme d'un supplément de droits de diffusion jusqu'à concurrence de 20 % des dépenses admissibles relatives à la composante. Tout montant supérieur à ce maximum prendra la forme d'une participation au capital. Le FMC considère toutefois que toute demande de participation au capital inférieure à 10 000 \$ est insuffisante pour une participation au capital. Par conséquent, toute participation au capital inférieure à 10 000 \$ sera automatiquement convertie en supplément de droits de diffusion.

2.3 MONTANT DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE

2.3.1 Participation du FMC

Le FMC déterminera, à sa seule discrétion, le montant de sa contribution financière à chaque composante d'un projet admissible, jusqu'à concurrence de la contribution maximale précisée. Pour la composante télévision, la contribution maximale est de 50 % des dépenses admissibles de la composante ou 200 000 \$, soit le montant le moins élevé.

Dans le cas des projets coproduits en vertu d'accords officiels, la contribution maximale du FMC pour la composante télévision sera calculée en fonction du moindre des montants suivants : les dépenses admissibles de la part canadienne du devis total de la composante télévision et les dépenses admissibles de la part canadienne du coût final de la composante télévision, telles qu'accréditées par le Service des coproductions internationales de Téléfilm Canada.

Pour la ou les composantes médias numériques, la contribution maximale est de 75 % des dépenses admissibles de la ou des composantes, ou 100 000 \$, soit le montant le moins élevé. S'il existe plusieurs composantes médias numériques (p. ex., un site Internet, une application mobile et un jeu), la contribution maximale de 100 000 \$ s'applique à toutes les composantes combinées.

Le FMC a adopté une politique sur l'inclusion des crédits d'impôt dans la structure financière pour le présent programme. Pour en savoir davantage, voir [l'annexe B](#) - Traitement des crédits d'impôt.

2.3.1.1 Combinaison de fonds du Programme de diversité linguistique et des Programmes des enveloppes de rendement

Les télédiffuseurs peuvent combiner des fonds provenant du volet des Enveloppes de rendement et des fonds provenant du Programme de diversité linguistique. Dans ce cas, les montants de l'exigence seuil en matière de droits de diffusion et de la contribution maximale pour les Enveloppes de rendement seront calculés par le FMC sur la base du rapport entre les dépenses admissibles de chaque composante et la contribution du FMC à l'Enveloppe de rendement pour chaque composante, comparé à la contribution totale du FMC au projet. Si, par exemple, la contribution du FMC à l'Enveloppe de rendement pour chaque composante représente 60 % de la contribution totale du FMC, les dépenses admissibles pour chaque composante seront réparties proportionnellement de la façon suivante : 60 % pour l'Enveloppe de rendement et 40 % pour le Programme de diversité linguistique.

Les calculs relatifs aux montants de l'exigence seuil en matière de droits de diffusion et de la contribution maximale respecteront les exigences applicables aux Enveloppes de rendement pour la portion des dépenses admissibles qui s'y rapporte; l'autre portion des dépenses admissibles respectera les exigences du Programme de diversité linguistique.

Les calculs relatifs à la grille d'évaluation seront basés sur les dépenses admissibles totales.

2.3.2 Dépenses admissibles

Les dépenses admissibles sont les dépenses établies dans le devis de production de chaque composante d'un projet admissible ou le rapport final de coûts, selon le cas (incluant les dépenses des parties apparentées et non-apparentées), auxquelles s'ajoutent toutes les dépenses considérées nécessaires par le FMC, moins toutes les dépenses considérées comme excessives, gonflées ou déraisonnables par le FMC. Une évaluation des dépenses admissibles du projet sera effectuée à la seule discrétion du FMC. La participation du FMC est calculée sur la base des dépenses admissibles de chaque composante du projet. Le FMC évalue les dépenses admissibles au moment de la demande en se fondant sur les devis de production du projet. Les dépenses admissibles peuvent inclure une augmentation des coûts finaux par rapport au devis de production à condition que cette augmentation ait été approuvée par le télédiffuseur qui contribue aux droits de diffusion admissibles du projet; elles excluent cependant de telles augmentations si celles-ci n'ont pas été approuvées.

D'autres politiques d'affaires du FMC concernant les dépenses admissibles sont décrites dans l'annexe B du présent document.

La composante télévision et la ou les composantes médias numériques doivent avoir des devis distincts correspondant aux tâches particulières à réaliser pour chaque composante. Les sous-sections de la section 2.3.2 qui suivent portent expressément sur les composantes télévision et médias numériques, selon les indications.

2.3.2.1 Transactions entre parties apparentées

L'ensemble des rétributions, allocations et transactions entre parties apparentées doit être :

- a) divulgué au FMC;
- b) conforme aux Exigences en matière de comptabilisation et de présentation du FMC du 1^{er} avril 2012, plus particulièrement, mais sans s'y limiter, aux sections 3 et 4.

2.3.2.TV.1 Doublage et sous-titrage

Les projets pour lesquels des droits de télédiffusion au Canada dans une langue officielle (anglais ou français, selon le cas) ont été ou seront acquis avant la livraison du projet au télédiffuseur canadien de la première fenêtre de diffusion devront être, conformément aux exigences du FMC, doublés ou sous-titrés au Canada, en faisant appel à des artistes, acteurs, employés et techniciens canadiens (selon le cas). Des exceptions pourraient être autorisées pour les coproductions réalisées en vertu d'accords officiels.

Le FMC exige que les coûts de doublage et de sous-titrage soient inclus dans le devis de production s'il s'agit d'une obligation contractuelle requise par l'un des participants financiers canadiens. Le FMC ne participera pas, par l'entremise de ce programme, aux frais de doublage et de sous-titrage engagés par les distributeurs pour faciliter les ventes sur les marchés étrangers.

2.3.2.TV.2 Dépenses liées à la mise en marché

Les dépenses admissibles peuvent inclure les dépenses de mise en marché admissibles suivantes :

- les coûts de publicité engagés durant la production du projet (p. ex. : photos de production, embauche d'un agent de publicité pour organiser des interviews);
- les campagnes de médias numériques et de mise en marché virale, autres que celles menées habituellement par les télédiffuseurs canadiens;
- la participation aux marchés nationaux et internationaux liés à l'industrie afin de mousser les ventes du projet admissible et de générer des revenus;
- l'inscription de la composante télévision à des galas ou des événements de remise de prix;
- les dépenses liées à l'optimisation du moteur de recherche.

Les coûts qui ont été déjà financés ou payés par un autre partenaire financier ou un organisme subventionnaire ne sont pas des dépenses admissibles.

Les dépenses admissibles liées à la mise en marché et prévues dans le devis de production doivent servir uniquement aux fins prévues. Ne sont pas des dépenses admissibles les coûts qui ont été prévus dans le devis de production comme des dépenses liées à la mise en marché, mais qui ont été par la suite réaffectés à d'autres dépenses dans le rapport final de coûts. Dans ce cas, la réaffectation de coûts entraînera la réduction de la contribution du FMC.

Pour ce qui est de la composante télévision, les dépenses admissibles liées à la mise en marché ne peuvent dépasser 3 % des catégories B + C du devis de production.

2.3.2.TV.3 Émissions Pilotes et séries

Les dépenses admissibles relatives aux séries peuvent inclure des dépenses d'amélioration à l'émission pilote produite précédemment si la série est subséquente à cette émission pilote.

2.3.2.MN.1 Dépenses liées aux médias numériques

Les dépenses admissibles relatives aux composantes médias numériques peuvent inclure des dépenses liées à la mise en marché selon ce qui est prévu ci-dessus pour la composante télévision dans la [section 2.3.2 TV.2](#) (incluant les règles relatives à la non admissibilité des coûts déjà financés et l'obligation d'utiliser les frais de mise en marché budgétés aux fins de mise en marché).

En outre, les dépenses admissibles liées à la mise en marché ne peuvent dépasser 15 % des catégories A + B du devis de production.

Les dépenses admissibles peuvent inclure des frais d'entretien et d'amélioration prévus dans le devis portant sur une période pouvant aller jusqu'à 12 mois après le lancement de la ou des composantes médias numériques.

2.4 ÉVALUATION DU PROJET DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE SÉLECTION

Les projets présentés dans le cadre du Programme de diversité linguistique sont soumis à un processus de sélection.

Pour décider de l'attribution de son aide financière, le FMC utilise une grille d'évaluation qui assure la transparence du processus de sélection.

Le FMC n'acceptera pas de révision des éléments évalués d'un projet si cette révision a un effet négatif sur la pondération finale.

Le FMC encourage les producteurs à déposer des projets ayant une ou des composantes médias numériques riches et élaborées, selon la définition de la [section 3.2.MN](#).

Grille d'évaluation

Critères d'évaluation	Points	Remarques
Intérêt du marché <i>Niveau des droits de diffusion</i> <i>Auditoire potentiel</i> <i>Notoriété des éléments créatifs</i>	30	L'intérêt du marché s'exprime dans le niveau de droits de diffusion acquittés par les télédiffuseurs pour la composante télévision. Des points supplémentaires seront attribués aux projets assortis de droits de diffusion de plusieurs diffuseurs.
Éléments créatifs <i>Originalité et créativité</i> <i>Innovation dans la forme et valeur de production</i> <i>Antécédents, expérience et réalisations de l'équipe de création</i>	30	Les éléments créatifs comprennent le sujet, les scénarios, les thèmes, les questions abordées et la narration; ils sont évalués en fonction de leur originalité et de leur créativité; l'adéquation entre l'importance du devis de production et le matériel créatif est également prise en considération.
Équipe de production <i>Antécédents, expérience et réalisations de l'équipe de production</i>	10	
Objectifs du programme <i>Le contenu vise une communauté ethnique</i>	15	Le contenu ethnoculturel favorise le niveau le plus élevé possible de contenus s'adressant directement à un groupe à caractéristiques culturelles ou raciales distinctes, autre que du Canada autochtone, ou encore de la France ou des îles Britanniques (émission à caractère ethnique selon la définition du CRTC).
TOTAL PARTIEL	85	
Composante médias numériques <i>Degré de richesse et d'élaboration du contenu</i> <i>Originalité et créativité</i> <i>Intérêt du marché</i>	15	Seule une composante médias numériques peut recevoir des points en vertu du présent critère. La VSD [voir section 3.2(2)(b)] et la distribution numérique non simultanée [voir section 3.2(2)(c)] ne recevront pas de points.
TOTAL	100 85 (TV) 15 (MN)	

3. ADMISSIBILITÉ AU FINANCEMENT

3.1 REQUÉRANTS ADMISSIBLES

Pour être admissible au soutien financier du FMC, le Requêteur doit être :

- 1) une société :
 - a) à but lucratif, c'est-à-dire une société de production canadienne imposable selon les termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada,
 - b) sous contrôle canadien en vertu des articles 26 à 28 de la *Loi sur l'investissement* Canada,
 - c) dont le siège social est situé au Canada;

ou

- 2) un télédiffuseur canadien, public ou privé, titulaire d'un permis d'exploitation du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) à cet effet, y compris un service de VSD titulaire d'un permis d'exploitation du CRTC à cet effet.

En outre, lorsqu'il évalue l'admissibilité d'un requérant, le FMC peut tenir compte d'autres facteurs, dont les suivants :

- a) si le Requêteur exerce ses activités au Canada;
- b) si le Requêteur démontre une stabilité financière (exception faite des nouvelles sociétés de production sans société mère établie);
- c) si la principale activité du Requêteur est la production interactive, télévisuelle ou cinématographique, ou le Requêteur est un télédiffuseur canadien.

Les requérants doivent détenir et contrôler tous les droits nécessaires à la production et à l'exploitation du projet admissible ou de la (des) composante(s) du projet admissible; les entités qui fournissent des services sans être propriétaires des droits applicables ne sont pas admissibles au soutien financier du FMC.

Remarque : Aux fins de l'application de ces Principes directeurs, le terme « requérant » englobe tout corequérant ou société mère, selon le cas.

3.2 PROJETS ADMISSIBLES

Un « projet admissible » à ce programme en est un qui répond à tous les critères de la section 3.2 et à tous ceux de ses sous-sections.

Un projet admissible est convergent. Aux fins du FMC, un projet convergent doit avoir :

- 1) une composante télévision diffusée par :
 - a) un ou des télédiffuseurs traditionnels à heures fixes titulaire(s) d'une licence de diffusion du CRTC, ou
 - b) un ou des services de vidéo sur demande (VSD) titulaire(s) d'une licence de diffusion du CRTC;et
- 2) un ou la totalité des moyens suivants :
 - a) une ou des composantes médias numériques,

- b) la composante télévision diffusée auprès du public canadien par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs services de vidéo sur demande titulaire(s) d'une licence de diffusion du CRTC,
- c) la composante télévision diffusée auprès du public canadien par une société canadienne par l'intermédiaire d'une distribution numérique non simultanée.

Dans le paragraphe 2)c ci-dessus, le terme « canadienne » a le sens qui lui est attribué dans le paragraphe 1106(1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada; le terme « non simultanée » signifie non simultanée avec la diffusion télévisée; et « distribution numérique » a le sens de toute distribution électronique au moyen d'un réseau numérique à un utilisateur final, y compris par VSD en ligne, téléchargement numérique, vente électronique, location numérique ou distribution sans fil ou mobile, mais, plus précisément, cela ne comprend pas la distribution de médias physiques, notamment la location ou la vente de DVD par commande postale.

Une composante télévision diffusée par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs services de VSD titulaire(s) d'une licence de diffusion du CRTC ne peut, en soi, satisfaire simultanément aux exigences 1) et 2) figurant ci-dessus pour le même projet admissible. Lorsque la diffusion par VSD est invoquée à des fins d'admissibilité à titre de « projet convergent » auprès du FMC, les requérants doivent choisir si la VSD relève de l'exigence 1) ou de l'exigence 2) présentées ci-dessus. Lorsque les droits versés pour acquérir le droit d'exploitation d'un service VSD canadien sont inclus dans le droit de diffusion admissible, l'exploitation sur le service VSD associée à ces frais est considérée comme faisant partie de la composante télévision en vertu de 1)b ci-dessus. Par conséquent, elle ne peut servir à satisfaire aux exigences 2) prévues ci-dessus. (Cependant, ce qui précède ne s'applique pas lorsqu'une entente commerciale régissant de la composante télévision du projet admissible a été conclue entre l'Association canadienne de la production médiatique (CMPA) et un télédiffuseur canadien.)

Lorsque l'on utilise un service de VSD titulaire d'une licence de diffusion du CRTC ou un service de diffusion numérique non simultanée pour satisfaire aux exigences 2) ci-dessus, la composante télévision doit être mise à la disposition des Canadiens dans les 18 mois suivant son achèvement et sa livraison au télédiffuseur.

Lorsqu'il existe une composante médias numériques, les composantes télévision et médias numériques doivent être associées l'une à l'autre et enrichir réciproquement l'expérience du spectateur ou de l'utilisateur. Les composantes télévision et médias numériques doivent faire l'objet d'une même demande de financement au FMC, et toutes les composantes doivent être soumises simultanément, à moins que l'une d'entre elles ait été financée par le FMC au cours d'un exercice précédent.

3.2.TV La composante télévision

La langue de production originale de la composante télévision doit être une langue autre que l'anglais, le français ou une langue autochtone utilisée au Canada.

3.2.TV.1 Exigences fondamentales

Une composante télévision doit satisfaire à toutes les Exigences fondamentales énoncées ci-dessous. Dans le cas des séries, chaque épisode devra satisfaire aux Exigences fondamentales, peu importe si tous les épisodes ont été déposés en vue d'une demande de financement auprès du FMC ou non. Le FMC peut déterminer à sa seule discrétion si le projet est conforme ou non aux Exigences fondamentales, et son interprétation prévaudra.

- 1) La production s'adresse à un public canadien et est avant tout destinée à un auditoire canadien.
- 2) Le projet devra être accrédité par le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens (BCPAC) et obtenir un pointage de 10 sur 10 (ou le maximum de points appropriés au projet), tel que déterminé par le FMC à partir de l'échelle du BCPAC. *Remarque : Pour les productions internes seulement, l'accréditation du projet par le CRTC à titre d'« émission canadienne » sera acceptée en lieu et place de l'accréditation du BCPAC afin de respecter l'Exigence fondamentale 2.*
- 3) Les droits sous-jacents sont détenus et développés de façon significative par des Canadiens.
- 4) Le projet est tourné au Canada, et son intrigue s'y déroule principalement.

Veuillez consulter [l'annexe A](#) pour plus de détails sur les Exigences fondamentales et sur les exceptions prévues selon le genre. Cette annexe contient des renseignements supplémentaires importants et fait partie intégrante de ces Principes directeurs.

3.2.TV.1.1 Coproductions internationales en vertu d'accords officiels

Ces Exigences fondamentales doivent être interprétées de façon à ce que les partenaires des coproductions réalisées en vertu d'accords officiels soient considérés comme étant « canadiens ».

Par conséquent, les mots « canadien » et « Canadiens » mentionnés dans les Exigences fondamentales 1 et 3, et le mot « Canada » indiqué dans l'Exigence fondamentale 4 seront interprétés de manière à inclure le pays coproducteur. Dans le cas de l'Exigence fondamentale 2, le pointage de 10 sur 10 doit être atteint par des citoyens du Canada ou du pays coproducteur.

Pour les coproductions entre le Canada et un pays membre de l'Union européenne, les points de l'échelle du BCPAC (Exigence fondamentale 2) peuvent être accordés à un citoyen canadien ou de tout pays membre de l'Union européenne.

3.2.TV.2 Genres d'émissions

Le FMC appuie les genres d'émissions suivants : dramatiques, documentaires, enfants et jeunes ainsi que variétés et arts de la scène. Les définitions du FMC pour chacun de ces genres se trouvent dans l'annexe A de ces Principes directeurs.

Voici une liste non exhaustive des genres et des formats d'émissions non admissibles à un soutien financier du FMC : productions commanditées, sports, nouvelles, jeux télévisés, actualités, affaires publiques, émissions portant sur des modes de vie, émissions pratico-pratiques, télérealités, télévision scolaire, infopublicités, vidéoclips, émissions éducatives structurées ou axées sur un programme d'études, achats de formats étrangers sans adaptation ou contribution créative canadienne significative, télémagazines, émissions d'entrevues, émissions d'entrevues culturelles, remises de prix, galas, reportages d'actualités, émissions d'intérêt religieux, émissions de collectes de fonds, émissions bénéfiques, hommages, émissions à caractère promotionnel, émissions de motivation, récits de voyage et interludes.

Remarque : Il existe une certaine flexibilité pour les émissions pour enfants et jeunes à cet égard. Voir [l'annexe A](#) pour plus d'information.

3.2.TV.3 Propriété et contrôle canadiens

La composante télévision doit répondre aux critères suivants :

- a) le projet appartient à des intérêts canadiens et est contrôlé par des intérêts canadiens sur les plans créatif et administratif;
- b) le projet est sous le contrôle financier de citoyens canadiens ou de résidents permanents;
- c) le projet est et a été contrôlé du point de vue financier et créatif par une société de production canadienne durant toutes les phases de la production, de la conception du projet à la postproduction, et tous les droits de distribution et d'exploitation sont détenus et ont été contrôlés par une société de production canadienne dès le début;
- d) généralement, une seule personne, entité ou entité apparentée non canadienne ne peut pas fournir plus de 49 % du financement ou du coût final de la production (que ce soit sous forme de droits de diffusion, d'avances sur distribution, de biens et de services ou d'investissement en capital); toutefois, une entité non canadienne, sans lien de dépendance, spécialisée dans les prêts ou dans les nantissements peut fournir plus de 49 % du financement intérimaire;
- e) le Requérant conserve et exerce tous les droits de contrôle ou d'approbation habituellement réservés au producteur; ces droits incluent le contrôle et le pouvoir d'approbation finale des décisions touchant les aspects créatifs et financiers, la distribution et l'exploitation de la production, ainsi que la préparation et l'approbation finale du devis, sous réserve des droits d'approbation raisonnables et normaux généralement exigés par les autres investisseurs sans lien de dépendance, y compris les télédiffuseurs et les distributeurs canadiens;
- f) le Requérant détient tous les droits (dont les droits d'auteur) et options nécessaires à la production et à la distribution du projet au Canada et à l'étranger (sous réserve de certaines exceptions relatives au format acheté établies au cas par cas), et il conserve également un intérêt financier permanent dans le projet.

Remarque : Ces critères doivent être interprétés afin de permettre aux coproductions canadiennes en vertu d'accords officiels d'accéder à une aide financière du FMC.

3.2.TV.4 Exigences diverses

La composante télévision doit répondre aux critères suivants :

- a) le projet doit être conforme au code de déontologie de l'Association canadienne des radiodiffuseurs (ACR) et respecter l'ensemble des normes approuvées par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), notamment le Code de l'ACR concernant la violence et le Code sur la représentation équitable;
- b) lorsque le CRTC l'exige, si les émissions contiennent des narrations, des dialogues ou des chansons, elles doivent comporter des sous-titres codés pour les malentendants. Des exceptions peuvent être autorisées pour les projets qui s'adressent aux enfants de moins de cinq ans, pour les projets en langues n'utilisant pas l'alphabet romain et pour les productions tournées en direct;
- c) il s'agit d'une nouvelle production; une nouvelle production est une production qui, essentiellement, n'est pas une version remontée d'une émission produite précédemment; dans le cas d'une série, le FMC prendra en considération le cycle entier afin de déterminer si le projet est un montage ou non (par exemple, quelques épisodes présentant un recueil des meilleures scènes, un documentaire de tournage ou des épisodes récapitulatifs peuvent être permis); les projets comprenant principalement des métrages d'archives peuvent être considérés comme de nouvelles productions si le métrage d'archives n'a pas été simplement remonté en tout ou en grande partie pour le projet;
- d) d'une manière générale, le FMC s'attend à ce que les principaux travaux de prises de vue ou d'animation clé des productions financées débutent au cours de l'exercice financier durant lequel le financement a été accordé ou dans les trois mois qui suivent; des exceptions pourraient être autorisées, par exemple, pour des projets devant capter des événements à un moment précis;
- e) elle n'a jamais été diffusée avant la présentation de la demande de financement au FMC.

3.2.TV.5 Exigences et conditions en matière de droits de diffusion admissibles

Remarque : Lorsqu'une entente commerciale régissant de la composante télévision d'un projet admissible a été conclue entre l'Association canadienne de la production médiatique (CMPA) et un télédiffuseur canadien, le FMC considère que des droits de diffusion à juste valeur marchande établis conformément à ladite entente représentent des droits de diffusion admissibles conformément aux présents principes directeurs, nonobstant toute disposition contraire du présent alinéa ou de l'un ou l'autre de ses sous-alinéas, à l'exception de l'alinéa 3.2.TV.5(e)(i) ci-dessous qui demeure en vigueur. Pour plus d'information sur les répercussions de cela, voir le document intitulé [Approche du FMC pour les projets régis par une Entente commerciale](#) mis en ligne sur le site Web du FMC le 15 septembre 2011.

La composante télévision doit comporter des droits de diffusion admissibles.

Les droits de diffusion admissibles sont :

- a) des droits en espèces;
- b) acquittés par un télédiffuseur canadien;
- c) payés au Requêteur qui fait une demande au FMC;
- d) en échange du droit de diffusion canadien ou du droit de VSD canadien;
- e) tous étant accordés dans le cadre d'un ou de plusieurs contrats courants ayant force légale, c'est-à-dire une ou des ententes de télédiffusion.

Remarque : Le FMC examinera l'applicabilité de cette section aux productions internes au cas par cas.

Certains aspects des droits de diffusion admissibles sont décrits ci-dessous.

a) Droits en espèces

Les droits en espèces doivent être véritables, conformes aux normes de l'industrie, acquis à la juste valeur du marché et non récupérables. Les droits ne peuvent inclure des installations, des biens ou des services, une participation au capital, l'achat de temps d'antenne par le producteur, des sommes liées à des dons ou des commandites que le Requérant aurait négociés et réussi à obtenir, des crédits d'impôt ou tout autre arrangement qui, de l'avis du FMC, ne constitue pas véritablement un droit de diffusion en espèces. Les droits ne peuvent être réduits une fois que le FMC a conclu un contrat de financement de la production avec le Requérant. Les dispositions ci-dessus n'interdisent pas à un télédiffuseur canadien de contribuer à la production admissible en participant au capital ou en offrant des services ou des installations ou en versant d'autres droits, en plus de sa contribution en espèces pour l'achat des droits de diffusion.

Lorsque l'attribution de droits de diffusion dépend, en tout ou en partie, d'un rachat de services par le fournisseur des droits de diffusion, le FMC peut décider de déduire la valeur des services ou des installations en cause de la valeur totale des droits de diffusion afin de déterminer les montants des droits de diffusion admissibles utilisés pour calculer l'exigence seuil en matière de droits de diffusion; cette décision sera prise au cas par cas.

b) Télédiffuseur canadien

Un télédiffuseur canadien décrit dans le paragraphe (b) ci-dessus est un télédiffuseur titulaire d'une licence de diffusion du CRTC; cette définition englobe les télédiffuseurs privés, publics, de télévision éducative, de télévision spécialisée, de télévision payante, ainsi que les services de vidéo sur demande (VSD) titulaires d'une licence de diffusion du CRTC à cet effet.

c) Requérant soumettant une demande au FMC

Voir la [section 3.1](#). Les droits de diffusion admissibles peuvent être payés par le diffuseur canadien directement au Requérant ou indirectement, par le truchement d'un intermédiaire canadien affilié au Requérant et au diffuseur canadien.

d) Droit de diffusion et droit de VSD canadiens

Le droit de diffusion canadien est le droit d'un télédiffuseur canadien de diffuser la composante télévision du projet admissible sur une plateforme de diffusion traditionnelle à heures fixes au Canada dans la langue du télédiffuseur concerné, et ce, pour la durée maximale prévue. Le droit de VSD canadien est le droit d'un service de vidéo sur demande titulaire d'une licence de diffusion du CRTC à cet effet de diffuser la composante télévision du projet admissible au Canada par l'entremise d'un service de vidéo sur demande approuvé par le CRTC dans la langue de l'entreprise concernée, et ce, pour la durée maximale prévue.

Le droit de diffusion canadien et le droit de VSD canadien doivent être identifiés et évalués indépendamment l'un de l'autre.

Le droit de diffusion canadien et le droit de VSD canadien ne peuvent inclure :

- i) des droits de diffusion ou de VSD pour des territoires situés en dehors du Canada;
- ii) d'autres droits (droits de vidéo domestique, de produits dérivés, de nouveaux médias, d'exploitation en salle et hors salle, de distribution en ligne, de diffusion ou de transmission de contenu en ligne, de diffusion sur une plateforme mobile ou tout type de droits semblables) pour des territoires canadiens ou non canadiens;
- iii) des droits de propriété, de participation aux profits, de remboursement ou de récupération dans le cadre du projet admissible;
- iv) des droits d'une durée excédant la durée maximale prévue dans la [section 3.2.TV.5.2](#) ci-dessous.

Un télédiffuseur ou un distributeur admissible (au sens de la Politique de récupération normalisée du FMC — voir [annexe B](#)) affilié au télédiffuseur peut acquérir des droits autres que le droit de diffusion canadien ou le droit de VSD canadien à condition que ces droits ne fassent pas partie des droits acquis en échange des droits de diffusion admissibles. Tous ces droits doivent être évalués et payés séparément.

e) Durées et conditions de l'entente de télédiffusion

Une entente de télédiffusion :

- i) doit inclure un engagement sans réserve du télédiffuseur à diffuser, dans la ou les langues originales de sa production, la composante télévision encodée pour malentendants (lorsque le CRTC exige l'encodage pour malentendants), aux heures de grandes écoute et dans les 18 mois qui suivent l'achèvement et la livraison de la production. Si le télédiffuseur ne respecte pas ces exigences, les droits de diffusion seront considérés comme non admissibles; le FMC étudiera les demandes de prolongation de ce délai au cas par cas. Pour les télédiffuseurs de deuxième fenêtre de diffusion et de fenêtres ultérieures, l'engagement de diffusion dans les 18 mois débute au commencement de la période de licence du télédiffuseur. *Remarque : Le FMC peut renoncer à l'exigence de diffusion des émissions pilotes si le télédiffuseur et le Requéant consentent tous deux, une fois le projet achevé et livré, à ce que l'émission pilote ne soit pas diffusée.*
- ii) ne peut restreindre la capacité du Requéant d'exploiter des droits de diffusion non canadiens, exception faite de la protection des droits liés au débordement des signaux de radiodiffusion et des droits exclusifs de première mondiale. Lorsqu'un télédiffuseur se voit attribuer des droits exclusifs de première mondiale, les ententes de licence doivent contenir une clause de renonciation aux droits de première mondiale au cas où serait conclue une vente de bonne foi avec une entité étrangère, à la condition que cette entité étrangère s'engage à ne pas télédiffuser l'émission dans les six mois suivant sa livraison au télédiffuseur canadien; autrement dit, lorsqu'une vente de bonne foi a été conclue avec un télédiffuseur étranger, le télédiffuseur ne peut en aucun cas conserver des droits de première mondiale plus de six mois après la livraison.
- iii) ne peut inclure l'acquisition de droits en langue française par un télédiffuseur de langue anglaise ou de droits en langue anglaise par un télédiffuseur de langue française, exception faite des canaux de télédiffusion bilingues; dans de tels cas, le télédiffuseur bilingue doit déclarer au FMC le prix d'acquisition des droits de télédiffusion dans chaque langue. La vente de droits de diffusion dans une langue n'interdit pas à un producteur d'exploiter les droits de diffusion dans l'autre langue.
- iv) ne peut conférer au télédiffuseur ou au service de VSD un droit de dernier refus pour des droits autres que ceux des fenêtres de télédiffusion supplémentaires du projet ou du cycle autorisé. Autrement dit, un télédiffuseur ne peut faire l'acquisition d'un droit de dernier refus pour les créneaux de télédiffusion de cycles futurs ou des droits sur des versions futures de l'émission. Les télédiffuseurs peuvent acquérir un droit de première négociation ou de dernier refus pour des fenêtres de télédiffusion supplémentaires du projet ou du cycle autorisé.
- v) dans le cas des séries télévisées, une entente de diffusion ne peut contenir de clauses de droits co-terminus. Ces clauses (qui prolongent la durée des droits de diffusion existants jusqu'à la fin de la licence de renouvellement sans frais supplémentaires) sont interdites dans le contexte des ententes de droits de diffusion visant les renouvellements de séries, mais ces ententes peuvent conférer des droits de première négociation ou de dernier refus pour la prolongation des droits de diffusion des épisodes existants de la série.

3.2.TV.5.1 Exigences seuil en matière de droits de diffusion

Aucun montant d'exigence seuil en matière de droits de diffusion n'a été fixé pour ce programme.

3.2.TV.5.2 Durée des droits de diffusion

Le FMC déterminera la durée maximale autorisée de toutes les fenêtres de diffusion accordées en contrepartie des droits de diffusion admissibles (durée maximale). Les durées maximales des périodes de diffusion avec ou sans exclusivité pour l'ensemble des genres sont de six ans dans le cadre du Programme de diversité linguistique.

La durée de la licence débute à la date prévue dans le contrat négocié entre le Requérant et le télédiffuseur. La durée de la licence est la période de temps au cours de laquelle un télédiffuseur a le droit de diffuser une émission. Dans le cas d'une série, la durée débute à la date de diffusion du premier épisode et non à la date de diffusion de chaque épisode.

Par souci de clarté, il convient de rappeler que le début de la période d'application de la licence et la date de la première mise en ondes ne coïncident pas nécessairement. Par exemple, la durée des droits de diffusion d'un télédiffuseur peut aller du 1^{er} septembre 2012 au 1^{er} septembre 2018, mais le télédiffuseur peut décider que la première télédiffusion aura lieu le 15 novembre 2012. Aux fins d'admissibilité, la durée de la licence commencera le 1^{er} septembre 2012.

La durée maximale ne s'applique pas aux droits de diffusion acquis par des télédiffuseurs pour des productions affiliées et des productions internes.

3.2.TV.5.3 Traitement des droits supplémentaires

Tous les droits supplémentaires qu'un télédiffuseur canadien ou une entreprise de VSD canadienne choisit d'acquérir ou qui limitent considérablement la capacité du Requérant d'exploiter le projet doivent être identifiés et évalués séparément du droit de diffusion canadien et du droit de VSD canadien, et l'un par rapport à l'autre. Plus précisément, le FMC reconnaît la catégorisation des droits qui suit, et ces droits doivent être évalués individuellement dans le cadre d'une entente de télédiffusion comprenant des droits de diffusion admissibles :

- i) La diffusion ou distribution gratuite en ligne dans le cadre desquelles la composante télévision est accessible au public canadien sans frais dans Internet, soit en direct, à des dates et heures fixées à l'avance ou sur demande, soit par diffusion en continu, téléchargement ou par une autre méthode.
- ii) La diffusion ou distribution payante en ligne dans le cadre desquelles la composante télévision est accessible au public canadien moyennant des frais (par l'intermédiaire d'un achat à la pièce, d'un abonnement ou d'un autre système de paiement), soit en direct, à des dates et heures fixées à l'avance ou sur demande, soit par diffusion en continu, téléchargement ou par une autre méthode. Plus précisément, cela ne comprend pas la distribution d'une version électronique accessible dans le but d'être visionnée hors ligne de manière répétée par un utilisateur final par l'entremise d'un appareil local (voir le paragraphe v ci-dessous).
- iii) La distribution mobile ou distribution sans fil dans le cadre desquelles la composante télévision est accessible au public canadien à partir d'un appareil mobile ou sans fil par l'intermédiaire d'un fournisseur de services mobiles ou sans fil, soit en direct, à des dates et heures fixées à l'avance ou sur demande. Plus précisément, cela fait référence aux contenus qu'un fournisseur de services de télécommunications mobiles ou sans fil rend directement accessibles; cela n'inclut pas les contenus distribués dans Internet, que ceux-ci soient ou non visionnés sur un appareil mobile ou sans fil. Cela ne comprend pas non plus la distribution d'une version électronique accessible dans le but d'être visionnée hors ligne de manière répétée par un utilisateur final (voir le paragraphe v ci-dessous), que ce soit par l'intermédiaire d'un appareil mobile ou sans fil ou d'un fournisseur de services de télécommunications mobiles ou sans fil.
- iv) Les droits sur le contenu numérique original tels que le droit de produire et d'exploiter des contenus numériques interactifs ou linéaires dérivés de la composante télévision et diffusés auprès du public canadien par distribution numérique.
- v) La vente électronique ou la location numérique dans le cadre de laquelle une version électronique de la composante télévision est vendue ou louée par l'intermédiaire d'un système de distribution numérique afin d'être visionnée hors ligne de manière répétée par l'entremise d'un appareil local par un utilisateur final. Autrement dit, la distribution d'une version électronique afin qu'elle soit visionnée hors ligne de manière répétée par l'entremise d'un appareil local par un utilisateur final sera considérée comme un droit de vente électronique ou de location numérique, que ce soit dans Internet, par diffusion mobile ou sans fil ou par toute autre forme de distribution numérique, et ce, sans égard à la plateforme ou à l'appareil.
- vi) La distribution sur DVD, Blu-Ray ou tout autre appareil vidéo compact de la composante télévision.
- vii) La distribution en salle de la composante télévision.

- viii) La distribution hors salle de la composante télévision, dans les institutions d'enseignement ou auprès de compagnies aériennes, par exemple.
- ix) Les droits de merchandising et les droits dérivés tels que le droit de produire ou d'exploiter des produits, marchandises ou services dérivés de la composante télévision, ou le droit de produire et d'exploiter des formats basés sur la composante télévision. Plus précisément, cela ne comprend pas les droits numériques originaux décrits dans le paragraphe iv ci-haut.

Tout droit qui n'est pas englobé dans la liste des droits précités, qu'il existe ou soit créé plus tard, doit également être identifié et évalué séparément. Les télédiffuseurs et les producteurs sont libres de délimiter plus précisément les droits distincts relevant de ces catégories ou s'y ajoutant; néanmoins, la liste ci-dessus représente le degré minimal d'évaluation des droits distincts inclus dans une entente de télédiffusion admissible.

Tous les droits supplémentaires acquis par un télédiffuseur canadien ou par un service de VSD canadien doivent être assujettis à une clause d'invalidation en cas d'inutilisation exigeant du télédiffuseur ou du service de VSD d'exploiter les droits dans les 12 mois suivant la première diffusion de la composante télévision par le télédiffuseur ou le service de VSD, faute de quoi les droits reviendront sans restriction au producteur. Dans le cas des droits supplémentaires non acquis par un télédiffuseur canadien ou par un service de VSD canadien, l'entente de diffusion conclue ne peut limiter la capacité du requérant à exploiter les droits supplémentaires pour une durée supérieure à 12 mois à compter de la date de première diffusion de la composante télévision par le télédiffuseur.

Lorsque le FMC participe au capital de la composante télévision, les droits supplémentaires acquis par un télédiffuseur canadien ou un service de VSD canadien doivent :

- a) être exploités conformément à la Politique de récupération normalisée du FMC, le télédiffuseur agissant en tant que distributeur dans le cadre de cette politique; ou, pour les droits visés par les paragraphes i. à v. précédents seulement, le FMC peut envisager une entente de partage 50-50 du revenu brut entre le producteur et le télédiffuseur (ou une autre entente qui, de l'avis du FMC, n'est pas moins préférable que le partage 50-50 du revenu brut); ou
- b) pour les droits visés par les paragraphes i. à iv) précédents seulement, être acquittés à leur juste valeur marchande.

Le FMC mettra cette section en œuvre de manière souple avec l'intention de favoriser la transparence dans le marché des droits, afin de maximiser la diffusion sur plusieurs plateformes du contenu appuyé par le FMC au profit de l'auditoire canadien et afin de maximiser le rendement du capital investi pour les projets dans lesquels le FMC participe au capital.

3.2.MN Composantes médias numériques

Une composante médias numériques doit être un projet audiovisuel, multimédia ou interactif présentant les caractéristiques suivantes :

- a) le projet est associé à la composante télévision financée par le FMC;
- b) il est accessible au public canadien dans la ou les langues originales de production de la composante télévision par l'entremise d'un réseau numérique, y compris Internet et les télécommunications mobiles;
- c) il est doté de contenu riche et élaboré.

Pour plus de clarté, l'expression « composante médias numériques » telle qu'elle figure dans les présents Principes directeurs décrit un contenu original distinct de la composante télévision.

Une composante médias numériques à contenu riche et élaboré comprend : les applications Web 2.0 et ultérieures, les sites Internet hautement immersifs ou interactifs, les applications et contenus mobiles ou les jeux vidéo, les contenus ou les applications présentant un contenu substantiel selon les normes actuelles de l'industrie — ou les surpassant —, ou encore les contenus et applications analogues.

Si son contenu n'est pas jugé riche et élaboré, la composante médias numériques ne sera pas considérée comme une composante admissible au FMC, car ne répondant pas aux exigences prévues dans la [section 3.2\(2\)](#), et ne sera pas admissible à son aide financière telle qu'elle est décrite dans la [section 2.3.1](#).

À l'exception de la section 3.2.MN.4, la section 3.2.MN et l'ensemble de ses sous-sections s'appliquent aux composantes médias numériques associées à une composante télévision financée par le FMC, que la ou les composantes médias numériques bénéficient ou non de l'aide financière du FMC.

3.2.MN.1 Contenu canadien

Une composante médias numériques doit répondre aux critères suivants :

- a) ses droits sous-jacents doivent être détenus et développés de façon suffisante et significative par des Canadiens;
- b) elle est produite au Canada et au moins 75 % des dépenses admissibles sont des dépenses canadiennes;
- c) son contenu est avant tout destiné à un auditoire canadien.

Les coproductions internationales peuvent être admissibles à condition qu'elles présentent un niveau de propriété et de contrôle canadiens acceptable.

3.2.MN.2 Contenu non admissible

Voici une liste non exhaustive des types de contenu qui ne sont pas admissibles à titre de composante médias numériques : les projets à caractère industriel, commercial, ou principalement promotionnel, les projets fondés sur un programme d'études et les logiciels d'exploitation.

3.2.MN.3 Propriété et contrôle canadiens

Une composante médias numériques doit répondre aux critères suivants :

- a) le projet appartient à des intérêts canadiens et est contrôlé par des intérêts canadiens sur les plans créatif et administratif;
- b) le projet est sous le contrôle financier de citoyens canadiens ou de résidents permanents;
- c) le Requérant conserve et exerce tous les droits de contrôle ou d'approbation habituellement réservés au producteur;
- d) le Requérant détient tous les droits (dont les droits d'auteur) et options nécessaires à la production et à la distribution du projet médias numériques au Canada et à l'étranger (sous réserve de certaines exceptions relatives au format acheté établies au cas par cas), et il conserve un intérêt financier permanent dans le projet.

Remarque : Ces critères doivent être interprétés de manière à permettre aux coproductions internationales ayant un niveau de propriété et de contrôle canadiens acceptable d'accéder à une aide financière du FMC.

3.2.MN.4 Financement minimal du télédiffuseur

Une composante médias numériques financée par le FMC doit faire l'objet d'un financement de la part d'un télédiffuseur canadien. Il n'existe pas de montant minimal exigé pour ce financement. Ce financement doit se faire en espèces; il ne peut comprendre des installations, des biens ou des services, l'achat de temps d'antenne par le producteur, des sommes liées à des dons ou des commandites que le Requérant aurait négociés et réussi à obtenir, des crédits d'impôt ou tout autre arrangement qui, de l'avis du FMC, ne constitue pas véritablement un financement en espèces. S'il existe plusieurs composantes médias numériques (p. ex., un site Internet, une application mobile et un jeu), le financement s'applique à chaque composante admissible.

3.2.MN.5 Exigences diverses

Une composante médias numériques :

- a) doit être accessible au public canadien de manière significative. La portée particulière du terme « significative » dépendra de la nature du projet et de son plan de distribution. Le FMC déterminera cette portée au cas par cas, mais, en règle générale, en l'absence d'un plan de distribution ou d'exploitation acceptable indiquant le contraire, le FMC considère que le projet devra être accessible au public canadien durant au moins trois mois, simultanément à la composante télévision associée;
 - b) ne peut contenir des éléments de violence excessive, de violence sexuelle ou d'exploitation sexuelle, ou des éléments obscènes, indécents, de pornographie juvénile selon les termes du Code criminel (et ses amendements éventuels), diffamatoires ou illégaux, de quelque manière que ce soit;
 - c) doit, lorsqu'elle bénéficie de l'aide financière du FMC, se composer d'un nouveau contenu. Le FMC ne financera pas une composante médias numériques déjà existante.
-